



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BICPE/LT

**Arrêté préfectoral imposant à la société EVERGREEN GARDEN CARE  
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son  
établissement situé à HAUTMONT**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, R.122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2017 accordant à la société SCOTTS FRANCE l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de support de culture à HAUTMONT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2019 imposant à la société EVERGREEN GARDEN CARE des prescriptions complémentaires concernant l'exploitation de son installation de préparation de supports de culture située à HAUTMONT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le courrier préfectoral du 25 mars 2019 accordant le changement de dénomination sociale de la société devenue EVERGREEN GARDEN CARE dont le siège social est situé à ECULLY, 21 Chemin de la Sauvegarde ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance de modifications des conditions d'exploiter transmis par l'exploitant à la préfecture du Nord le 22 août 2022 et complété le 15 novembre 2022 ;

Vu l'avis favorable du SDIS du 06 décembre 2022, sous réserve du respect de prescriptions spécifiques ;

Vu le rapport du 27 janvier 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 5 juillet 2024 ;

Vu l'absence d'observations de la part de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. le redéploiement des activités sur le site ne constitue pas une modification substantielle de l'installation au regard des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, dans la mesure où :
  - les modifications ne constituent pas une extension géographique ;
  - l'exploitation d'un broyeur en fond de parcelle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2017 ;
  - la localisation choisie pour le broyeur tient compte des vents dominants et du retour d'expérience pour limiter au maximum les nuisances liées aux émissions de poussières ;
2. les modifications demandées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs nouveaux pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;
3. ces modifications nécessitent néanmoins la prise de prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Objet**

La société EVERGREEN GARDEN CARE FRANCE, dont le siège social est situé 21 chemin de la Sauvegarde 69130 ECULLY, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite rue des Cligneux à HAUTMONT.

### **Article 2 – Modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2017**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2019 est abrogé.

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2017 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :

- un broyeur-concasseur de 1 500 kW installé en milieu de parcelle 000 CE 61 alimentant les différentes zones de stockage de végétaux pour leur vieillissement ;
- un volume de stockage de végétaux d'un volume maximum de 95 000 m<sup>3</sup>. »

### **Article 3 – Plan des installations**

Le plan des installations est joint en annexe I au présent arrêté.

### **Article 4 – Protocole de surveillance**

L'exploitant soumet, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées un nouveau protocole de surveillance environnementale conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2019, en tenant compte du

redéploiement des activités sur le site.

### **Article 5 – Niveaux sonores**

En application de l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2017, une mesure des émissions sonores est effectuée un an au maximum après la mise en service du broyeur fixe.

### **Article 6 – Moyens de lutte contre l'incendie**

L'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2017 est complété par les dispositions suivantes :

La quantité d'eau mis à disposition pour l'extinction est au minimum de 240 m<sup>3</sup> utilisables pendant 2 heures (120 m<sup>3</sup>/h). L'exploitant doit justifier auprès du SDIS de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie, ce dès la mise en place des Points d'Eau Incendie (PEI) créés dans le cadre du dossier, ainsi que tous les 3 ans.

Le bassin de tamponnement des eaux pluviales constitue une réserve d'eau. Il permet d'obtenir 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 h. Une aire de stationnement de 4 x 8 m minimum est mise en place conformément au plan en annexe II. L'exploitant s'assure de maintenir la disponibilité de la ressource en eau. La hauteur d'eau utile et l'interdiction de stationner sont balisées.

Un poteau incendie permettant de délivrer 120 m<sup>3</sup> sur 2 h est installé à l'entrée du site, à 97 m du broyeur (plan en annexe II). Il est alimenté par le réseau public. L'exploitant plante, signale, numérote et entretient les points d'eau incendie (PEI) conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie du Département du Nord.

L'exploitant avertit sans délai le centre de traitement de l'alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. L'exploitant remédie aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.

L'exploitant permet au SDIS d'effectuer :

- la reconnaissance opérationnelle initiale des points d'eau incendie (PEI). À ce titre, il fournit au SDIS, le procès-verbal de réception des PEI ;
- la reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI. À ce titre, il fournit au SDIS le rapport de contrôle technique des PEI comprenant la mesure de débit des hydrants, et le volume utile de la réserve incendie.

L'exploitant respecte les dispositions suivantes pour ce qui concerne l'aire d'aspiration permettant la mise en station des engins pour la mise en œuvre du PEI :

- largeur minimale utilisable de 4 m sur une longueur de 8 m minimum ;
- force portante 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3 m 60 minimum et présentant une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm<sup>2</sup> ;
- pente comprise entre 2 et 7 %;
- elle comporte un panneau d'interdiction de stationner sauf pour les véhicules de lutte contre l'incendie ;
- présence d'une butée de 30 cm.

Une aire d'étalement des andains de 677 m<sup>2</sup> est mise en place sur le site et dédiée uniquement à cet effet. Les stockages et activités y seront proscrits. Ce point fait l'objet d'une consigne affichée à proximité de cette aire. Cette surface est située à proximité immédiate du bassin (cf. annexe II), afin de permettre un arrosage rapide de la matière étalée.

Un moyen de manutention avec un personnel habilité à son utilisation doit être mobilisable sur demande du SDIS dans un délai n'excédant pas 2 heures, y compris les jours non ouvrés.

## **Article 7 – Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

## **Article 8 – Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 9 – Décision et notification**

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et la sous-préfète d'AVESNES-SUR-HELPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de HAUTMONT;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du

service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de HAUTMONT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 08 AOUT 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



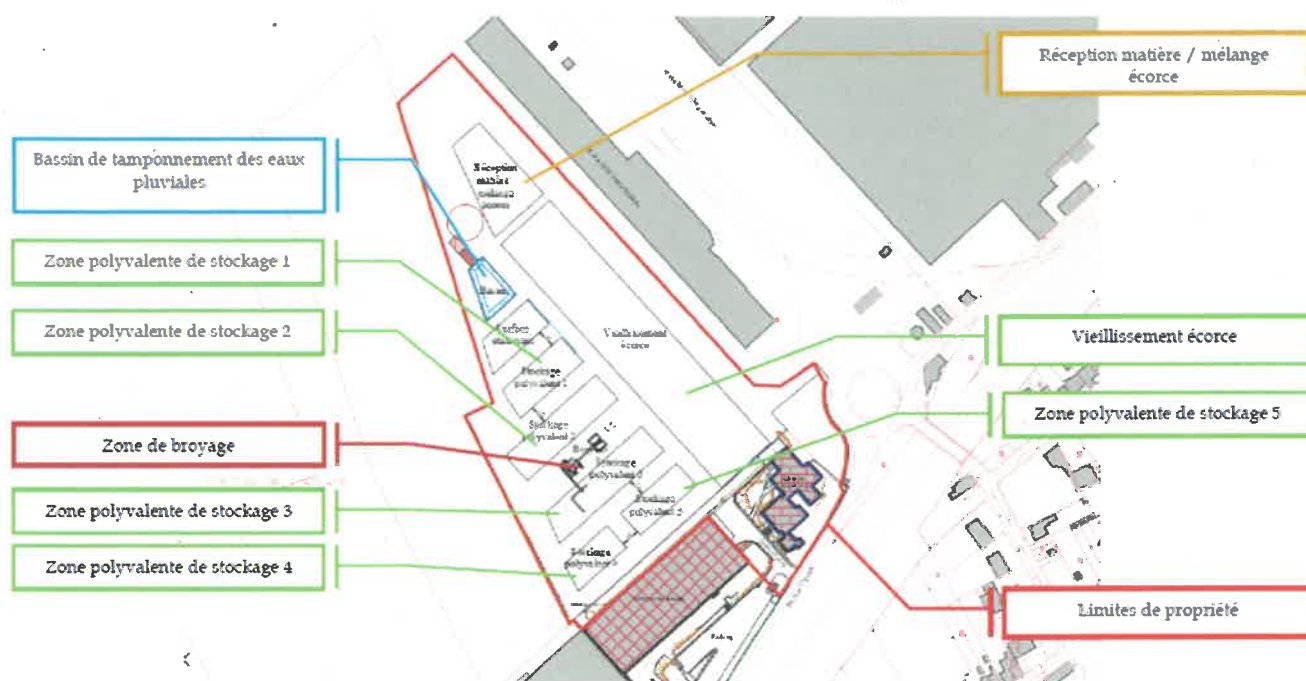
P.J. :

- **Annexe 1** : Plan des installations
- **Annexe 2** : Moyens de lutte contre l'incendie

08 AOUT 2024

Guillaume AFONSO

*[Signature]*



VU POUR ETRE ANNEXE  
à mon acte en date du

08 AOUT 2024

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume AFONSO

## **ANNEXE 2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

